

Erdogan s'assure un nouveau mandat de cinq ans

■ “La Turquie a donné une leçon de démocratie au monde”, a clamé lundi le président Erdogan devant des milliers de partisans, au lendemain des élections.

■ Cependant, selon l'OSCE, la campagne n'a pas été équitable.

En Grèce, deux exilés témoignent.

Alexandre Billette
Correspondant à Istanbul

Recip Tayyip Erdogan a remporté son pari. Selon des résultats quasi officiels, il obtient pour la présidentielle 52,38% des voix, contre 30,79% pour son plus proche adversaire, le candidat kémaliste Muharrem Ince. Le Parti de la justice et du développement (AKP) décroche également la majorité à l'assemblée nationale avec l'aide de son allié d'extrême droite, et obtiennent ensemble 344 sièges sur 600. La stratégie de l'alliance aura donc fonctionné pour le chef de l'Etat: en formant un pacte avec les ultranationalistes du Parti de l'action nationaliste (MHP), Recep Tayyip Erdogan est parvenu à décrocher une majorité de voix sans devoir subir l'affront d'un second tour.

Tandis que les députés d'extrême droite, unis avec ceux de l'AKP, lui permettent d'obtenir une majorité confortable au Parlement. Une tendance politique très nationaliste, sur laquelle le président turc va certainement s'appuyer; et qui risque notamment d'enterrer toute forme d'ouverture, en particulier sur la question kurde.

“Consolider notre démocratie”, promet Erdogan

Des milliers de personnes se sont rassemblées di-

manche soir devant le siège de l'AKP à Istanbul pour fêter la victoire du reis et entendre le premier discours du président réélu. *“Nous continuerons à renforcer la légitimité de la justice avec plus d'indépendance et d'impartialité, nous sommes déterminés à élargir toujours plus le champ des droits et des libertés, et à consolider notre démocratie”*, a affirmé Recep Tayyip Erdogan.

Mais ce double scrutin, présidentiel et législatif, marque surtout la mise en application de la nouvelle Constitution adoptée par référendum en avril 2017, et qui attribue davantage de pouvoirs au Président: abolition du poste de Premier ministre au profit de vice-Présidents nommés par le chef de l'Etat, gouvernance par décrets, nomination des ministres et de plusieurs juges des cours supérieures...

Mines basses dans l'opposition

Au QG du principal parti d'opposition, les mines étaient basses. Avec 15 millions d'électeurs au scrutin présidentiel, le kémaliste Muharrem Ince pratiquait la méthode Coué lundi en évoquant la *“meilleure performance du Parti républicain du peuple (CHP) depuis 41 ans”*... Tout en reconnaissant les résultats de la commission électorale et sa propre défaite, qu'il explique notamment par les scores *“plus faibles que prévu”* des partenaires de l'alliance constituée par trois partis d'opposition.

A savoir

La cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini a critiqué lundi les conditions de la campagne électorale en Turquie, estimant qu'elles n'avaient pas été *“équitables”*. Dans un communiqué conjoint, M^{me} Mogherini et le commissaire européen à l'élargissement Johannes Hahn ont pris acte de l'évaluation de l'OSCE et du Conseil de l'Europe qui ont dénoncé dans un rapport préliminaire l'absence *“d'opportunités égales pour les candidats”*. *“Les électeurs avaient un véritable choix mais les conditions de campagne n'étaient pas équitables”*, ont-ils déclaré.

L'Union européenne s'engage néanmoins à *“travailler avec le président (Erdogan) et le Parlement (turc) pour répondre ensemble aux nombreux défis communs qui nous attendent”*. (AFP)

La candidate issue de l'extrême droite, Meral Aksener, n'a en effet pas réussi à attirer vers son Bon Parti (Iyi) une part considérable de l'électorat nationaliste, tandis que leur partenaire islamiste du Parti de la félicité a conservé les résultats confidentiels qui lui sont habituellement réservés.

Muharrem Ince n'a pas jeté l'éponge pour autant et semble bien vouloir vêtir les habits d'adversaire numéro un du président Erdogan dans les prochai-

nes années, estimant "possible" une victoire de l'opposition lors du prochain scrutin en 2023.

Une gageure, a fortiori sous "l'hyperprésidence" qui sera mise en place à compter d'aujourd'hui. Muharrem Ince ne s'y est pas trompé, dénonçant lundi le "régime autoritaire" dans lequel la Turquie entrerait désormais. Le principal défi de l'opposition sera de parvenir à exister en dehors des campagnes électorales, privée de toute visibilité en l'absence de meetings partisans et de couverture – minime – offerte par la presse progouvernementale, qui domine largement le paysage médiatique.

Épinglé

Les électeurs turcs en Belgique ont massivement voté par le président Erdogan. Selon des chiffres partiels, ils sont 74,9% à l'avoir plébiscité. C'est le niveau le plus élevé dans le monde, après le Liban (94%). Cela dit, seulement 75 000 ressortissants turcs ou belgo-turcs ont voté dimanche, sur une communauté d'environ 250 000 personnes. La période de vote coïncidait avec celle du ramadan.

La livre turque mise à mal depuis 2013 s'est redressée brièvement lundi sur les marchés financiers avant de replonger à nouveau. L'index 100 de la Bourse d'Istanbul a lui perdu 1,92% à la clôture. En cause selon des analystes : les incertitudes économiques qui continuent à peser sur la Turquie.

L'OSCE considère que les conditions dans lesquelles s'est déroulée la campagne n'ont pas

été équitables, surtout en matière de couverture par les médias officiels. "Les entraves aux libertés fondamentales que nous avons constatées ont eu un impact sur ces élections et j'espère que la Turquie lèvera ces restrictions dès que possible", a déclaré lundi Ignacio Sanchez Amor, chef de la mission.

Parmi les réactions internationales,

épinglons celle du secrétaire général de l'Otan qui a félicité lundi le président Erdogan pour sa réélection, tout en rappelant les "valeurs fondamentales" sur lesquelles l'Alliance atlantique a été fondée : démocratie et Etat de droit. Dans son télégramme de félicitations, M. Poutine "a souligné que les résultats de l'élection attestent pleinement de la grande autorité politique de Recep Tayyip Erdogan", a indiqué un communiqué du Kremlin.

Ils ont fui Erdogan pour se réfugier chez "l'ennemi grec"

Témoignages recueillis par Angélique Kourounis
Correspondante à Athènes

Turgut (nom d'emprunt), un ancien haut cadre dans l'Education nationale turque, est plein d'humour mais terrorisé. Il a fallu deux mois pour qu'il accepte de raconter son histoire dans un café de son choix. Il était prêt à témoigner, mais voulait "être sûr de la personne en face". Il pose des questions, prend des notes et ce n'est qu'une fois le magnétophone rangé au fond du sac – "ils pourraient reconnaître ma voix", se défend-il – qu'il commence à se livrer.

Plus il progresse dans son récit, plus on comprend que Turgut soit effrayé. Il est arrivé en Grèce en février dernier. Sa famille est censée le rejoindre dans quelques semaines, d'où sa crainte que tout capote au dernier moment. Cette terreur tient dans un numéro : le 36. Un chiffre ajouté au numéro de sécurité sociale de toute personne licenciée, comme lui, dans le cadre des purges qui ont suivi le coup d'Etat manqué de juillet 2016 contre le président turc Recep Tayyip Erdogan. "Avec ce numéro", explique-t-il, "impossible de trouver du travail, même pas comme garçon de café. Ton passeport est automatiquement annulé et, si tu vas à la frontière, on te le confisque."

"Ceux qui n'ont pas été arrêtés attendent leur tour"

Près de 140 000 fonctionnaires ont été licenciés, dont 40 000 ont été poursuivis ou mis en prison. Des fonctionnaires de l'éducation, de la santé, des militaires, des policiers, des magistrats et des journalistes. "Beaucoup d'amis", lâche Turgut. "Tous arrêtés sans chef d'accusation autre que cette hypothétique appartenance à la mouvance guléniste dite 'terroriste'. Condamnés au terme de procès trafiqués. Beaucoup ont été torturés et restent détenus dans des conditions horribles. Ceux qui ne le sont pas vivent dans la peur et attendent leur tour."

Ce qui inquiète le plus Turgut, c'est que le régime Erdogan s'en prend aux femmes et aux enfants. Selon lui, au moins 7 000 femmes seraient emprisonnées et 700 bébés et enfants en bas âge les auraient accompagnés – une estimation impossible à vérifier, faute de sources indépendantes. "Durant les interrogatoires pour forcer à signer des aveux, on nous lance : 'tu veux qu'on viole ta femme devant toi et que tes enfants soient envoyés dans des orphelinats ? Tu ne les verras plus !'" Comment ne pas signer ? Et comment vivre après avoir signé ?

“Tu deviens un paria, sans travail”

Turgut a échappé à ce dilemme car, pour protéger sa famille, il avait adopté un profil très bas. Mais cela n'a pas suffi. Deux ans après le début des purges, il a été licencié. A partir de là, la descente aux enfers a commencé. *“On te pousse à l'isolement. Tes biens sont saisis. Tu deviens un paria sans travail, à la charge des autres qui, peu à peu, te lâchent. C'est comme une toile d'araignée qui se resserre. J'avais, sur mon téléphone portable, plus de 2200 contacts. Après mon licenciement, à peine vingt osaient encore m'appeler. Le lavage de cerveau des médias est tel que même certains membres de ma famille ont préféré croire Erdogan plutôt que moi. J'avais beau leur dire : ‘Mais vous me connaissez depuis tout petit, vous savez quel homme je suis.’ Etre accusé pour eux suffisait comme preuve.”* Turgut poursuit : *“Tu es méthodiquement broyé. Plus de vie professionnelle, plus de vie sociale, puis plus de vie du tout.”*

Il n'en dira pas plus mais nous met en contact avec un homme dans la même situation que lui, à une différence près: il est en Grèce avec femme et enfants. Comme Turgut, il a peur d'être enlevé par les services turcs, peur d'ailleurs partagée par les services grecs de l'asile. Unit est bien décidé à se battre. Il a fait 18 mois de prison, arrêté sans raison, dit-il. Il a été relâché avec le même arbitraire. Tous les jours de son incarcération, il a vu partir des gens valides de sa cellule, où ils s'entassaient à 46 sur 12 mètres carrés, et revenir *“des hommes qui*

tenaient à peine debout. Le corps noir des coups qu'ils avaient reçus pendant des heures, sanguinolents”.

Dès que son média a fermé, peu après le début des purges, Unit savait que ce n'était qu'une question d'heure avant que la police frappe chez lui. Il est parti dans le sud. Le lendemain, son appartement était sac-cagé, ses notes confisquées, ses biens saisis. Il est arrivé sur l'île de Kos avec un yacht. *“Pour ne pas éveiller les soupçons. On sait tous que les garde-côtes turcs ferment les yeux sur les réfugiés mais nous, les opposants d'Erdogan, ils nous traquent.”*

Aussi bien Turgut qu'Unit sont étonnés d'avoir trouvé refuge chez *“l'ennemi de toujours”*, la Grèce. Ils sont environ 3000, selon l'Organisation internationale pour les migrations, soit 750 familles dans le cas. *“On est presque en sécurité, mais pas très loin non plus”*, souligne Unit, dont le nom d'emprunt signifie *“espoir”* en turc.

3000

Turcs réfugiés en Grèce

La moitié de ces personnes ayant fui le régime de Recep Tayyip Erdogan ont demandé l'asile.